

## **Abu Dhabi offre 10 milliards à Dubaï**

### **Abu Dhabi**

Posté par: Karim

Publiée le : 15/12/2009 2:35:11

Dubaï va pouvoir payer la dette de Nakheel, filiale immobilière de l'émirat. Les marchés ont salué ce sauvetage surprise, dont les contreparties restent secrètes.

Il était temps... Alors que les marchés tremblaient à l'idée que Dubai World ne soit confronté à un défaut de paiement, l'émirat d'Abu Dhabi a créé la surprise, ce lundi, en volant au secours de son voisin en difficulté. Le suspens aura duré jusqu'à la dernière mi-nute. L'annonce de l'accord d'un prêt de 10 milliards de dollars à -Dubaï coïncide, jour pour jour, avec la date butoir à laquelle la -société immobilière Nakheel devait rembourser ses obligations islamiques (sukuk) d'un montant de 4,1 milliards de dollars.

Une bouffée d'oxygène salu-taire : la somme, versée au fonds de soutien financier de Dubaï, permettra à Nakheel - en charge des projets les plus pharaoniques de l'ambitieux émirat - de rembourser ses investisseurs d'ici à deux semaines. Quant aux 5,9 milliards de dollars restants, ils serviront, selon la commission fiscale -suprême de -Dubaï, à «payer les -intérêts et les opérations de fonctionnement de -Dubai World jusqu'au 30 avril 2010».

De quoi soulager les investisseurs, largement échaudés par l'annonce, le 24 novembre, des difficultés financières de Dubaï. Dès les premiers échanges, ce lundi, l'indice de référence de la Bourse de -Dubaï a aussitôt rebondi de plus de 10 %, tandis que celui d'Abu Dhabi a gagné 7 %.

À l'étranger, les marchés ont -entamé, eux aussi, la semaine d'un bon pied, en enregistrant des hausses, de Paris à Hongkong. «Cette mesure aide à rétablir la confiance, même si ce sauvetage ne concerne qu'une partie de la dette de Dubai World, qui s'élève à 26 milliards de dollars», relève Nassib Ghobril, chef du département des recherches et des analyses économiques à la banque libanaise Byblos.

La suite ? «Difficile à dire, car les négociations entre les deux émirats se sont passées à huis clos et que rien ne transparaît sur les éventuelles contreparties exigées par Abu -Dhabi», remarque l'économiste -libanais.

### Cession d'actifs

Riche en réserves pétrolières, Abu Dhabi dispose de ressources suffisantes pour éponger les dettes de Dubaï. Apparemment irrité par les excès de son cousin, mais peu -enclin à le laisser chavirer - image de marque des émirats oblige -, Abu Dhabi aurait donc sciemment attendu la dernière limite pour lui donner un coup de pouce. Mais pour John Sfakianakis, analyste -financier chez Banque Fransi-Crédit Agricole, il va de soi que cette nouvelle aide de 10 milliards de dollars - la deuxième du genre -depuis le début de l'année - n'est pas gratuite.

Selon lui, «Abu Dhabi a posé des conditions au sauvetage financier de Dubaï». Fin connaisseur des émirats, l'économiste jordanien Ibrahim Saif en voit au moins deux : l'abandon de projets immobiliers et touristiques démesurés et, en cas de dettes futures, la cession d'actifs de Dubaï. «Les noms d'Emirates -Airlines ou encore de Dubai Port ont été, à plusieurs reprises, évoqués par les analystes, mais nous n'en avons pas encore la confirmation», dit-il.

Autre condition : un système de régulation et de transparence plus approprié. À ce propos, et ce n'est sans doute pas un hasard, le gouvernement de Dubaï a annoncé, ce lundi, l'élaboration d'une «loi de réorganisation générale basée sur les standards internationaux de -transparence et de protection des créanciers».

Delphine Minoui, Beyrouth

AFP et [www.lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr)